Réseau
Sortir du nucléaire

Réseau "Sortir du nucléaire"
9 rue Dumenge - 69317 Lyon
Tél : 04 78 28 29 22 Fax : 04 72 07 70 04
www.sortirdunucleaire.org

Fédération de plus de 930 associations et 60 000 personnes, agrée pour la protection de l'environnement

Source : https://www.sortirdunucleaire.org/France-d%C2%B9en-haut-Sortie-du-nucleaire-Poisson

31 mars 2018

France d¹en haut- Sortie du nucléaire ? Poisson d¹avril !- France d¹en bas

En cette année où elles reviennent de Rome un 1er avril, que vont nous apporter les cloches de Pâques ? Allons-nous trouver dans nos jardins, tombées du ciel, les prémices d'un monde libéré de la menace nucléaire ? Hélas, non, ce n'est pas demain la veille du jour où nous en sortirons. Ne comptons pas sur la France d'en haut pour en prendre le chemin. Comptons plutôt sur celle d'en bas : sur les Français. ***

Il y a tout juste trois semaines, le dimanche 11 mars, des milliers de Parisiens se rassemblaient place de la République pour commémorer le 7e anniversaire du début de la catastrophe nucléaire de Fukushima.

Le même jour, à peine terminées les commémorations du drame dans son propre pays, le Premier ministre japonais confronté à la catastrophe en 2011, prenait l'avion pour Paris, afin d'apporter son soutien aux antinucléaires de France. Le 12 mars, il atterrissait dans notre capitale et présentait le soir même, dans une salle bondée, son témoignage aux spectateurs du film "Le couvercle du soleil", où l'effarante réalité inspire la fiction. Le message de Naoto Kan, ancien partisan de l'énergie nucléaire, est clair et simple : renoncez à toutes vos centrales, renoncez au nucléaire civil et militaire, ils sont bien trop dangereux !



Le 13 mars c'est à l'Assemblée nationale que Naoto Kan délivrait son message, lors d'une conférence de presse qu'une dizaine de députés (de la France Insoumise) honoraient de leur présence, ainsi que la présidente de la Commission d'enquête sur la sûreté et la sécurité des installations nucléaires, Barbara Pompili. ACDN y assistait et lui posait une question sur les liens entre nucléaire civil et nucléaire militaire. En revanche, aucun émissaire, aucun représentant officiel du gouvernement. Le 14 mars, Naoto Kan était à Strasbourg et tenait à nouveau conférence, cette fois au Parlement européen, en présence notamment de Michèle Rivasi, l'eurodéputée écologiste co-fondatrice de la CRIIRAD au lendemain de la catastrophe de Tchernobyl. Le 15, il était à Flamanville, et témoignait à nouveau devant une salle bondée de 400 personnes. Enfin, le 16 mars, l'ancien Premier ministre s'est envolé pour Tokyo, avec un sentiment réconfortant : au pays d'AREVA – l'entreprise criblée de dettes et de déboires qui s'était vantée de fournir au Japon le combustible MOX qui allait fondre à Fukushima-Daïchi et diffuser son plutonium dans l'air et l'eau du Pacifique, mais qui n'ose tellement plus se vanter de ses prestations qu'elle camoufle désormais son activité réduite sous le nom d'« Orano » - il existe de nombreux citoyens déterminés à mettre un terme à la menace nucléaire.

Pendant toute cette semaine du 11 au 18 mars, la votation citoyenne organisée à l'initiative de la France Insoumise a mobilisé à travers la France plus de 300 000 personnes, qui à 93% se sont déclarées « favorables à la sortie du nucléaire ».

Cependant, le bon sens n'a pas encore atteint les sphères dirigeantes qui prennent les décisions pour nous. La plus vieille centrale de France, celle de Fessenheim, n'est toujours pas fermée malgré les promesses à répétition. Sa fermeture est suspendue à l'ouverture de l'EPR de Flamanville, le mirage à 3 milliards d'Euros qui en a déjà coûté 11 et ne fonctionne toujours pas, mais qui nous promet, si par malheur il diverge un jour, 60 ans de

prolongations nucléaires. Cerise sur le gâteau pascal, l'Assemblée nationale vient d'adopter en première lecture la Loi de Programmation Militaire 2019-2023, qui nous promet 197,8 milliards de dépenses sur 5 ans, faisant passer le budget de la Défense de 35,9 en 2019 à 44 milliards en 2023. Dont des investissements en hausse constante, quoique non chiffrée, dans les programmes de modernisation des deux composantes, aérienne et navale, de l'armement nucléaire et la poursuite du programme franco-britannique TEUTATES, prévu pour durer 50 ans. La participation de la France au désarmement nucléaire n'est pas à l'ordre du jour. La fermeture des centrales, pas davantage. L'avenir est rayonnant.

Debout, les irradiés de la terre !